

L'ÉCHO DE POLOGNE

Paraît chaque mercredi et samedi

Rédaction et Administration Varsovie, 46 rue Tamka.

N^o 2.

MERCREDI 14 MAI 1919.

Le N^o 0 fr. 20
0 mk. 40

LA QUESTION DE CIESZYN.

La Silésie de Cieszyn est-elle indispensable aux Tchèques?

La convoitise tchèque oppose un obstacle sérieux à la conclusion d'une convention polono-tchèque, si désirable au point de vue de l'équilibre politique de l'Europe centrale. Cette convoitise vise principalement les richesses houillères de la Silésie de Cieszyn, bien que ces richesses, qui constituent pour la Pologne une question vitale, ne soient pour les Tchèques qu'un butin de guerre.

La Silésie de Cieszyn, surtout dans sa partie septentrionale, possède une importante industrie nullement endommagée par la guerre et qui peut offrir des bases solides à la reconstruction du pays. Les trésors industriels de la Silésie comprennent une grande industrie minière, l'industrie sidérurgique, chimique, textile et agricole ainsi qu'un nombre considérable d'usines de moindre importance.

Ces territoires, polonais depuis tant de siècles, présentent une majorité considérable polonaise, ce qui ressort même des statistiques officielles autrichiennes. Ces dernières tendaient pourtant, autant que faire se peut, à diminuer le pourcentage de la population polonaise indigène au profit des Allemands et des Tchèques. Le chiffre des Polonais atteint ainsi, s'élève encore à 54,8% vis à vis 27,1% de Tchèques et 18% d'Allemands. En réalité ce chiffre est encore bien supérieur. Les calculs de Casimir Piątkowski fondés sur 30 ans d'observations et de recherches, qui ont paru dans une oeuvre éminente publiée dernièrement: „Les relations de nationalité dans le Duché

de Cieszyn“, portent le pourcentage de la population polonaise à 76,4%.

Les Tchèques ne peuvent en appeler ni au droit de libre détermination ni à leurs privilèges historiques, car ces contrées n'ont été soumises que durant un court laps de temps à la couronne de St. Venceslas. Aussi les Tchèques appuient-ils leurs revendications principalement sur des raisons d'ordre économique et surtout sur la nécessité absolue de posséder du charbon silésien.

Examinons cette affaire de plus près. Il importe d'abord d'attirer l'attention sur le fait, que ce ne fut qu'après l'invasion du territoire silésien par les troupes tchèques et l'ordre de la part des Alliés de retirer ces troupes, que la presse tchèque commença à relever les „suites catastrophales“ pouvant résulter pour la Bohême de l'abandon du bassin houiller de Cieszyn, ainsi que le danger menaçant présenté par l'annexion de ce dernier à la Pologne. Les journaux tchèques n'ont pourtant pas relevé ces dangers ni durant la guerre, ni même après la révolution d'octobre en Autriche. Au contraire, ils ont publié des articles inspirés par un esprit tout différent, tel l'article du dr. Veverky dans le „Opavski Vestnik“, qui accordait la Silésie de Cieszyn aux Polonais en qualité de terre foncièrement polonaise.

L'argumentation tchèque présente du reste des inconséquences visibles.

De prime abord les Tchèques affirmaient qu'ils ne possèdent que du charbon brun et qu'ils ont par conséquent absolument besoin de la houille silésienne. Il faut donc constater en regard d'une affirmation pareille, que durant l'année 1913, c'est-à-dire pendant l'époque de production norma-

ie, les pays tchèques (Bohême et Moravie) ont livré

66.765.427 qu. metr. de houille
et 14.236.298 „ „ de coke.

Durant la même époque la Galicie, comptant autant d'habitants que la Bohême, n'a produit que 19.707.896 qu. metr. de houille et pas du tout de coke.

On a extrait également en Bohême et en Moravie durant la même année 230.153.251 qu. metr. de charbon brun.

La production houillère de la Bohême est donc 15 fois supérieure à celle de la Galicie.

Une richesse pareille ne suffirait pas seulement à fournir amplement l'industrie tchèque du combustible nécessaire, mais elle donnerait un surplus considérable, dont l'exportation verserait des sommes importantes dans les caisses de l'Etat.

En évaluant la somme totale de la production houillère de la Tchéco-Slovaquie à 330.621.398 qu. metr. et en prenant pour base de ce calcul une consommation, se montant à 15 qu. metr. par tête, chiffre admis comme suffisant dans un pays aussi développé sous le rapport économique que la France, nous voyons que la dite production peut satisfaire aux besoins d'une population de 22.000.000 âmes. C'est à-dire qu'elle serait bien supérieure aux rêves, même les plus outrés, des impérialistes tchèques.

Ces temps derniers, les Tchèques semblent avoir compris que leur argumentation, tendant à prouver que la houille silésienne leur est indispensable, est dépourvue de fondements et ne saurait influer que défavorablement sur leur situation vis-à-vis du congrès et ils ont changé de tactique. Ils affirment à présent que les houillères tchèques seront épuisées dans le cours de quelques générations et qu'il faut pourvoir dès aujourd'hui à leur remplacement.

Un article du „Narodni Listy“ Nr. 61 constate que d'après les rapports des maîtres-mineurs toute la partie septentrionale de la Silésie de Cieszyn constitue un terrain carbonifère dont les gisements de hou-

ille présentent une valeur économique de plus de 3 milliards de couronnes.

C'est donc en raison de richesses „supposées“ et de calculs „approximatifs“ que les Tchèques s'efforcent à établir leurs droits sur la partie la plus industrielle de la Silésie de Cieszyn polonaise.

Vis-à-vis d'une telle preuve de rapacité de la part des Tchèques, il faut constater que même en cas où ces derniers garderaient un des quatre districts silésiens, celui de Frydek, et abandonneraient les trois autres aux Polonais, ils possèderaient encore plus de charbon cokéifiable que les Polonais. Exprimé en chiffres, ce surplus égalerait plus d'un tiers de la production polonaise. Certes, les Tchèques ne peuvent vraiment pas se plaindre de manquer de houille.

Du reste, les prétentions tchèques basées sur le soi-disant épuisement des mines, ne sauraient lutter avec l'importance, présentée pour nous par le canal en construction qui doit réunir l'Oder à la Vistule créant une voie d'accès à la mer pour la Pologne méridionale et par la ligne de chemin de fer Bogumin — Cieszyn, qui est une continuation de nos plus grandes artères de communication.

Enfin quelle valeur pourraient avoir les revendications tchèques en face des désirs élémentaires du peuple polonais, exprimés d'une manière si éloquente dans la déclaration remise par les organisations ouvrières de la Silésie aux représentants de la commission interalliée à Cieszyn et qui finit en ces termes:

„Avant de céder aux Tchèques, nous ferions sauter mines, usines, ponts et chemins de fer. Rien ne demeurerait. Tout ceci serait bien plus terrible que le bolchévisme que vous craignez tellement. Nous vous prions d'avertir Paris que nous n'abandonnerons jamais cette terre où nous avons pris racine depuis tant de générations“.

DOCUMENTS.

Les Juifs de Tarnów et l'emprunt polonais.

Le comité national juif à Tarnów a fait afficher dans la ville la proclamation suivante:

„Le Gouvernement de la Pologne ressuscitée s'est adressé à tous les citoyens en demandant leur concours pour la reconstruction du nouvel Etat et en leur enjoignant comme premier devoir de souscrire à l'emprunt national.

„Nous autres Juifs — pour ne pas trahir notre principe de nous montrer fidèles à tout Etat dans lequel le sort nous a forcés à vivre — nous sommes également prêts à remplir loyalement tous nos devoirs envers la Pologne, bien que des incidents fort tristes et douloureux pour la nationalité juive aient été notés juste au début de la nouvelle histoire de la Pologne.

„Nous espérons toutefois qu'une Pologne fortement consolidée à l'intérieur et puissante à l'extérieur, ne manquera pas de nous accorder les droits que nous revendiquons et qui nous sont justement dus. Etant de l'avis que la puissance économique de la Pologne sera la meilleure sauvegarde des droits de tous les citoyens, sans distinction de nationalité, — nous adressons à tous nos confrères avec l'appel pressant de contribuer autant que possible à la reconstruction de la Pologne. Juifs! Prouvez votre fidélité absolue à l'Etat Polonais en souscrivant à l'emprunt national.”

Les sionistes de Galicie veulent se réunir à l'Ukraine.

Le journal juif „Israelitisches Wochenblatt für die Schweiz“ a inséré à la date du 4 avril un article du dr. Reich, chef des sionistes en Galicie, qui se déclare ouvertement pour les Ukrainiens et contre les Polonais à cause de la supériorité de ces derniers au point de vue civilisateur.

La situation dans la Galicie orientale est fort compliquée — constate le dr. Reich — les Alliés eux-mêmes ne savent au juste quelles devraient être les mesures à prendre. Ils semblent vouloir attendre

que le conflit polono-ukrainien se termine de soi-même. En ce qui concerne les Israélites, ceux-ci ne se font point d'illusions sur le sort qui les attend sous la domination ukrainienne. Le sentiment du droit est trop peu développé chez le paysan de l'Ukraine pour pouvoir lui faire oublier sa haine contre les Juifs. Des pogroms — que le dr. Reich qualifie simplement du nom de troubles — sont à l'ordre du jour dans les petites villes de la Galicie orientale. Néanmoins, le leader des sionistes galiciens insiste sur l'incorporation de la Galicie orientale à l'Ukraine. „Notre situation en Ukraine — déclare-t-il — serait bien meilleure qu'en Pologne, car les Ukrainiens ne sauraient se passer de nous. Ce peuple, n'ayant point de classes supérieures, aura besoin de notre aide pour le commerce, les opérations financières, les emplois publics, etc. Il faut considérer en outre le danger qui menacerait les Juifs d'être assimilés aux Polonais en subissant l'influence de leur civilisation. Les Ukrainiens par contre se trouvant à un degré peu élevé de civilisation, il ne viendrait à l'idée d'aucun Juif de s'assimiler aux Ukrainiens“. C'est pour ces motifs que le dr. Reich réitère son désir que la Galicie orientale soit incorporée à l'Ukraine.

REVUE DE LA PRESSE.

Tous les quotidiens de Varsovie ont inséré des remarques au sujet des conditions de la paix.

La plupart des journaux expriment leur satisfaction. Le „Kurjer Warszawski“ affirme que „les désirs de la Pologne ont été — sauf quelques détails — pleinement satisfaits par les décisions du Congrès de Versailles“.

La „Gazeta Warszawska“ s'exprime de façon analogue. „A l'encontre de nos craintes, écrit-elle, „les Alliés ont adopté vis-à-vis de l'Allemagne une attitude de vainqueurs en leur dictant des conditions qui la rendront impuissante pour longtemps. Il est vrai que Gdansk ne nous appartient pas et qu'un plébiscite dans la Masovie prussienne n'est pas sans danger. En comparaison toutefois de ce que les Allemands voulaient nous accorder, nous voyons aujourd'hui quelle reconnaissance nous devons à ceux, qui ont su diriger la politique polonaise sur une juste voie“.

Le „Kurjer Polski“ fait remarquer le danger que présente la frontière de la Prusse orientale trop rapprochée de la Vistule aux environs de Kwidzyn (Marienwerder). Les garanties de l'exécution du traité sont également considérées comme insuffisantes.

La „Gazeta Polska“ insère un article consacré exclusivement au sujet de la Prusse orientale. Cette question se trouverait actuellement sur une voie fort dangereuse. Un plébiscite dans la Masovie prussienne n'aurait sa raison d'être, qu'en cas où la population polonaise aurait été préalablement mise en état de former librement son opinion sans menaces de la part des Allemands. Voilà pourquoi la Masovie prussienne devrait être d'abord organisée comme république indépendante de l'Allemagne autant que de la Pologne et protégée par la Ligue des Nations. Une décision analogue aurait dû être adoptée pour la région de Königsberg qui a été adjugée à la Fédération germanique. Cette région, au contraire, devrait rester à jamais indépendante et toute union politique ou économique avec l'Allemagne devrait être absolument interdite.

Allemands et Lithuaniens.

Le quot „Gazeta Warszawska“ du 7 mai publie un article intitulé „La Lituanie et l'Allemagne“ caractérisant par une série d'exemples tirés de l'histoire la soumission des représentants du nationalisme lituanien envers l'impérialisme allemand. La plupart des faits cités par l'auteur de l'article se rapporte à la dernière époque. Il est question de fonctionnaires allemands qui se trouvaient au service de la „Taryba“, de soldats allemands dans les divisions lituaniennes etc. L'auteur mentionne enfin le projet allemand de former une république „indépendante“ composée de la Prusse orientale, de la Lituanie avec Wilno, de la Courlande et de la Livonie. Cela va sans dire que dans un pareil Etat les Allemands auraient une prépondérance marquée.

La question des Marches de l'Est.

D'après le quotidien „Kurjer Polski“ la conquête de Wilno a redonné de l'actualité à la question de l'avenir de nos marches de l'Est. Une série de débats concernant ce sujet a prouvé l'existence de deux conceptions totalement divergentes se rapportant à la solution

de ce problème. Un de ces projets exige l'annexion immédiate à la Pologne de toutes les terres-frontières au caractère ethnographiquement polonais, donc la province de Wilno et une partie de la province de Grodno. L'autre conception voudrait réunir toutes les marches de l'Est de l'ancienne Pologne en un Grand Duché de Lithuanie allié à la Pologne.

Les partis de la gauche se rallient à cette opinion tout en exigeant la formation d'une assemblée constituante composée des représentants des marches de l'est, dans la conviction qu'une assemblée pareille voterait la réunion de ces territoires à la Pologne.

Les deux conceptions présentent divers côtés faibles et peuvent être sujettes à discussion. Le premier des projets mentionnés est parfaitement fondé quant aux provinces de Wilno et de Grodno, mais inspire des doutes sérieux quant à celle de Mińsk.

Le projet tendant à créer un grand Duché de Lithuanie fait naître aussi des doutes assez graves. Il est vrai qu'il y a divers arguments qui le soutiennent surtout des arguments relevant de la politique intérieure.

La charge d'administrer ces territoires immenses et d'introduire à la Diète des représentants de la population des Marches, composée en grande partie de nationalités différentes ainsi qu'étrangères sous le rapport de la culture, serait vraiment trop lourde pour un état renaissant et à peine organisé. La conception d'un Gr. Duché de Lithuanie écarte jusqu'à un certain point ces dangers, en les transportant dans les cadres d'une nouvelle formation étatiste. De plus l'exemple présenté par les relations fédérales existant entre la Pologne et la Lithuanie pourrait attirer également les autres nations situées aux confins de notre patrie.

En revanche le côté faible de cette conception c'est qu'elle ne prend pas suffisamment en considération la structure intérieure du nouvel État. Ce dernier manquerait complètement d'homogénéité, étant composé d'une part d'une Lithuanie ethnographique et d'autre part d'une Ruthénie Blanche catholique, d'une Ruthénie Blanche orthodoxe et des provinces de Wilno et de Grodno fortement enclines à s'unir à la Pologne. Aucune fusion organique ne saurait avoir lieu entre ces trois éléments et ni les Lithuaniens ni les Ruthènes n'éprouvent

compte de sa nécessité. Le sentiment d'union n'est enraciné que dans la population polonaise, mais il s'exprime dans une tendance à se réunir à la Pologne et non à se différencier de cette dernière par la formation d'un État lithuanien.

Quant à la structure intérieure du Grand Duché projeté, quelle serait-elle? Si nous supposons qu'on forme divers cantons dont chacun serait habité par une nationalité différente, que pourrait-on opposer aux tendances de la partie polonaise de la Lithuanie, désireuse de s'unir à la Pologne?

Il est évident que c'est la volonté de la population polonaise de la Lithuanie qui décidera en dernier ressort de la question sus-mentionnée, à exclusion de toutes conceptions théoriques.

Les ennemis du projet autonome ajoutent encore que cette volonté ne saurait être douteuse et que les leaders de la politique polonaise doivent bien s'en rendre compte et agir en conséquence.

CHRONIQUE POLITIQUE.

Les Marches de l'Est.

Une assemblée générale des Conseils Nationaux Polonais a eu lieu à Wilno à la date mémorable du 3 mai, anniversaire de la Constitution de 1791. Les délégués ont adopté à l'unanimité le texte d'une déclaration qui commence par rendre un chaleureux hommage à la Diète de Varsovie et au général en chef Pilsudski, et dont les points principaux constatent que la population polonaise de la Lithuanie et de la Ruthénie Blanche désire de tout coeur être réunie à la Pologne et que les armées polonaises dans leur marche en avant ne rencontrent que l'accueil le plus amical.

L'assemblée exprime l'espoir que les pays de l'ancien grand Duché de Lithuanie ne voudront pas rompre les liens séculaires qui les attachent à la Pologne et que le gouvernement polonais ne manquera pas de décréter les élections dans les territoires fraîchement reconquis, afin de donner plénitude entière de droits à la population si longtemps asservie.

L'assemblée a lancé en outre une proclamation, qui exprime les mêmes désirs et les mêmes sentiments.

On mande de Minsk des détails sur la situation désespérée des habitants de la ville sous le régime bolchéviste.

Les autorités terrorisent d'une manière cruelle la population en général, mais surtout les Polonais. Le pouvoir est aux mains des juifs qui persécutent la religion catholique à un tel point qu'ils se postent dans les églises durant le service divin afin de contrôler les sermons. Les écoles polonaises ont été fermées. Tous les professeurs qui n'ont pas réussi à s'échapper sont arrêtés. On fait fusiller les habitants à tout propos en forçant les prisonniers à assister aux exécutions et à ensevelir les corps de leurs amis fusillés. Les divisions bolchévistes stationnant dans la ville sont pour la plupart composées de Chinois. La faim et les maladies sévissent parmi la population; en outre les bolchévistes empêchent l'approvisionnement de la ville en s'appropriant tous les vivres. Les habitants attendent fiévreusement l'arrivée des troupes polonaises.

On communique de Wilno des détails sur le meeting de 5000 personnes appartenant à toutes les classes de la société qui a eu lieu à l'occasion de la délivrance de la ville par les troupes polonaises. Les assistants ont vivement acclamé l'entrée des délégués de la Diète polonaise. L'assemblée a adopté à l'unanimité une résolution exprimant le désir de tous les habitants de Wilno et des environs d'être réunis à la Pologne, demandant que les élections supplémentaires à la Diète soient immédiatement convoquées et engageant tous les patriotes à s'enrôler sous le drapeau national. La réunion fut terminée par l'envoi d'une dépêche avec hommage adressée à la Diète de Varsovie.

Disposition patriotique des ouvriers de Lwów.

On communique de Lwów que les ouvriers et les soldats employés dans le parc d'aviation à Lwów, ont publié une protestation contre le bolchévisme juif propagé à Pińsk, à Wilno et dans le bassin houiller de Dąbrowa.

Afin de donner à leur protestation un caractère plus marqué, les ouvriers et les soldats souscrivent à l'emprunt national pour des sommes de 100 à 200 couronnes.

Ils demandent en même temps au Gouvernement de procéder à des jugements sommaires envers les agents de cette propagande.

Polonais et Ukrainiens.

On communique de source autorisée certains détails concernant le sort des Polonais sous la domination ukrainienne.

A Złoczów et à Tarnopol plusieurs Polonais furent massacrés par les Ukrainiens, un grand nombre fut emprisonné et soumis à de mauvais traitements.

Les champs demeurent en friche les paysans sont accablés d'impôts et soumis à des réquisitions incessantes. Dans toutes les villes se trouvent des émissaires tchéco-slovaques qui aident les autorités ukrainiennes dans leur travail de destruction. Les Ukrainiens proclament partout que le Gouvernement de Varsovie leur a envoyé des émissaires et leur a donné 90 millions pour une propagande bolchéviste. Ils veulent de la sorte rejeter toute la responsabilité des troubles bolchévistes sur la Pologne.

Emeutes rurales en Galicie.

Les correspondants de plusieurs journaux polonais donnent des détails sur les troubles en Galicie centrale. Environ 7000 paysans ont pillé la petite ville de Kolbuszów et les communes environnantes en s'attaquant principalement aux magasins juifs. On enregistre aussi quelques cas de meurtre et de violence. Les troupes polonaises ont facilement refoulé les bandes révoltées qui se sont réfugiées dans les forêts situées près de Mielec. D'après les dernières nouvelles, les soldats seraient parvenus à les cerner et on espère sous peu rétablir l'ordre et la paix.

Les bolcheviks en Galicie.

La station radiographique de Cracovie a intercepté la dépêche suivante expédiée de Moscou.

„A tous les soviets, à toutes les rédactions. Le citoyen Norow écrit dans les „Izwiesti“ du soir: Les télégrammes nous mandent qu'un nouveau gouvernement de soviets a été formé en Galicie. La Révolution ukrainienne s'est étendue au-delà de l'ancienne frontière impé-

rialiste qui séparait la nation ukrainienne en deux parties. La réunion de la nation ukrainienne ne pouvait être effectuée par l'impérialisme, ce n'est que la révolution soviétiste, qui peut en amener la réalisation. L'armée rouge ukrainienne en franchissant l'ancienne frontière autrichienne, a réalisé par cela même l'union de la Russie soviétiste avec la Hongrie. La révolution en Galicie forme un corridor rouge qui facilite une communication immédiate avec la Hongrie. La défaite du prolétariat magyar est notre défaite, notre victoire est la victoire de nos frères en Hongrie.”

Les Allemands en Haute Silésie.

La presse allemande de la Haute Silésie constate avec terreur la prépondérance de l'élément polonais dans ce pays. Le jour du 1 et du 3 mai 200000 ouvriers ont manifesté hautement en présence des autorités allemandes leur désir d'appartenir à la collectivité polonaise. Un grand nombre de Polonais, anciens militaires prussiens portant encore l'uniforme, ont pris part à ces manifestations.

Les journaux allemands reprochent au gouvernement sa politique hakatiste en affirmant qu'une autonomie accordée à temps aurait sauvé la Haute-Silésie pour l'Allemagne. Ils constatent qu'à présent le moment est passé, car la population polonaise réclame unanimement qu'on la réunisse immédiatement à la Pologne. Les Polonais sont actuellement maîtres de la situation en Haute Silésie.

Manifestations polonaises en Haute Silésie.

On mande de Katowice:

Les autorités allemandes ayant suspendu pour la journée du 1 mai la défense de tenir des réunions publiques, les habitants polonais de la Haute-Silésie en ont profité pour organiser des manifestations patriotiques. Tous les ouvriers polonais, après avoir terminé leurs réunions locales relatives à la fête du Travail, se sont réunis sur les places publiques à Bytom et à Katowice en portant des écriteaux avec les inscriptions: „Vive l'armée de Haller!” „Point de Pologne sans la Haute Silésie!” On a adopté des résolutions constatant que la Haute Silésie est une partie intégrale de la Pologne et doit le rester.

Ces manifestations ont inquiété à un haut degré les autorités allemandes, qui ont fait répandre des proclamations mettant en garde la population allemande contre une invasion probable des troupes polonaises.

Les Tchèques et la Pologne.

Le correspondant du „Dziennik Polski” de Cracovie informe que les bruits courant sur les tendances du gouvernement tchèque à conclure une alliance avec les Polonais sont dépourvus de fondement. Ni Massaryk, ni Kramarz et Benesz ne veulent entendre parler d'un accord quelconque. En revanche les partis de la gauche, effrayés par la possibilité d'une agression allemande, inclinent plutôt vers une solution pareille, d'autant plus qu'ils prévoient de nombreuses difficultés pouvant naître de la part des Slovaques et de l'irrédentisme allemand. Le gouvernement tchèque tend à une convention avec les Ukrainiens en vue d'obtenir des matières de ravitaillement et d'assurer un nouveau débouché à l'industrie tchèque.

En général la presse tchèque adopte ces temps derniers un ton beaucoup plus conciliant envers les Polonais.

Une députation de Cieszyn chez le Chef de l'Etat.

Une députation de la Silésie de Cieszyn s'est présentée devant le Chef de l'Etat. La députation était composée de mineurs, d'agriculteurs, de cheminots, de métallurgistes et de maîtres d'école. Les députés ont pris la parole tour à tour afin de représenter l'état désespéré où se trouvent les habitants polonais sous l'oppression tchèque depuis plus de trois mois. Tous les députés ont demandé la protection du Gouvernement contre les envahisseurs.

Le Chef de l'Etat a assuré aux députés que tout ce qui est possible sera fait pour la défense et la protection du peuple silésien, dont l'attitude inflexible prouve incontestablement le caractère polonais du pays de Cieszyn.

Le général Dowbór-Musnicki contre le suffrage universel dans l'armée.

On mande de Posen à la date du 10 mai que le gén. Dowbór-Musnicki a envoyé

au Suprême Conseil Populaire une lettre dans laquelle il proteste contre l'article 4 de la loi du 4 avril introduisant le suffrage universel dans l'armée. Considérant qu'une décision pareille nuira à la discipline, le général prie le Suprême Conseil d'accepter sa démission.

Le Conseil Populaire a répondu en refusant de donner suite à cette demande et a enjoint au gén. Dowbór-Musnicki d'élaborer un projet tendant à limiter la propagande politique dans les rangs de l'armée.

Les paysans polonais et la question agraire.

Durant une séance du club de l'Union Populiste Polonaise les députés à la Diète, membres du club, ont rendu compte des meetings auxquels ils ont assisté en l'ancienne Pologne russe et en Galicie. Les paysans assemblés y ont accepté la politique du club comme répondant à leurs désirs et à leurs intérêts. Ils se sont déclarés contre le projet d'expropriation des biens fonciers sans rémunération. Ils se sont montrés également contraires à toute réforme agraire introduite par voie de révolution.

Déclaration des prolétaires de Varsovie.

L'union ouvrière nationale à Varsovie a organisé le 3 mai un meeting où l'on adopta, entre autres, la résolution suivante:

„Le prolétariat polonais de Varsovie affirme solennellement devant les peuples du monde entier, qu'il est prêt à défendre les frontières de l'Etat devant toute tentative de restriction de la part des ennemis de la Pologne, et qu'il ne laissera arracher à sa patrie ni Gdańsk, qui est situé sur un littoral polonais, ni la Silésie polonaise, ni les villes polonaises de Lwów et de Wilno, ni l'Orawa et le Spisz polonais, ni la Prusse occidentale.

CHRONIQUE DE LA DIÈTE.

Dès le moment où le Gouvernement a saisi la Diète de son projet de constitution, la Chambre Polonaise consacre ses séances plénières en majeure partie à la discussion sur ce projet. Il faut remarquer qu'outre le projet gouvernemental la Diète a connu un autre projet présenté par le

club des députés du parti populiste polonais, groupe de M. Thugutt, qui a naguère pris la dénomination de groupe „Emancipation“.

Le projet du Gouvernement a été accueilli assez froidement et paraît peu satisfaire la Chambre. Aussi est-il critiqué tant au point de vue de sa forme que de son fond.

Jusqu'ici ne se sont prononcés là-dessus qu'à peine quelques députés, et entre autres le leader du parti socialiste Daszyński, le député l'archevêque Teodorowicz (union parl. popul. nation.) et le professeur de l'Université de Lwów, le député Halban, membre du club du travail constitutionnel.

Le dép. Daszyński voudrait tout d'abord baser la constitution polonaise sur le principe de nationalisation absolue de toutes les sources de production, et par conséquent de la terre. En suite il constate que les droits des minorités nationales n'avaient été envisagés ni dans le projet du Gouvernement ni dans celui du groupe „Emancipation“ - Il s'attaque plus loin à ce point dans le projet gouvernemental qui traite la question de la religion. Il est dit dans ce chapitre que le Gouvernement Polonais va conclure un concordat avec le Saint-Siège. Il reproche enfin à tout le projet d'être par trop peu rédigé dans l'esprit du moment créé par la grande guerre mondiale.

Le dép. Kamieniecki, professeur d'histoire, de l'union parlementaire populiste nationale critique l'organisation des pouvoirs administratifs envisagée dans le projet gouvernemental. Le député voudrait avoir l'Etat plus centralisé que ne l'ont fait les auteurs du projet de la constitution.

L'archevêque Teodorowicz, dans son discours prononcé le 10 mai, s'est arrêté à deux problèmes: celui de l'étendue des pouvoirs du chef de l'Etat et à la question de la religion. A son avis, dans le projet le rôle que doit jouer le chef de l'Etat n'est pas assez nettement défini, tandis que la Pologne a besoin d'un pouvoir central fort et puissant. Quant à la religion officielle ce doit être la religion catholique-romaine, et ceci doit être clairement garanti par la constitution.

Enfin le député Halban critique l'institution de la Garde des Lois qui correspondrait au Sénat français et la façon d'élire le chef de l'Etat tous les 7 ans. Ceci lui rappelle le régime d'élections qui est devenu l'une des causes de la décadence de la Pologne.

La suite de la discussion sur le projet de constitution est reporté aux séances prochaines.

NOUVELLES ÉCONOMIQUES.

L'industrie de pétrole en Galicie.

La Galicie orientale étant un pays fort riche en pétrole, la production de ce

dernier jouait un rôle important dans l'industrie mondiale. Les industriels étrangers y plaçaient volontiers leurs capitaux; les Allemands, les Hollandais, les Belges, les Français et les Anglais se trouvaient parmi les actionnaires des mines de pétrole de la Galicie, toutefois la prépondérance était toujours aux Américains.

Les actions de pétrole galicien sont cotées en 1909 à la Bourse de Londres et elles y jouent un grand rôle. La Galicie comptait en ces temps-là jusqu'à 50 distilleries de pétrole. De 7 les plus grandes quatre étaient fondées sur des capitaux étrangers, deux sur des capitaux du pays, et une appartenait au gouvernement autrichien.

À l'heure actuelle des voix anglaises se sont laissées entendre fréquemment en appuyant les desirs des industriels et des hommes d'Etat Polonais qui réclament les terrains pétrolifères galiciens pour la Pologne. Les cercles industriels de Vienne semblent se joindre également à cette opinion. L'article de fond publié dans les Nos. 9 et 10 de l'hebdomadaire „Die Naphta Woche“ prouve la nécessité de joindre les terrains pétrolifères de la Galicie orientale à la Pologne, non seulement au point de vue des intérêts de cette dernière mais de ceux de l'industrie mondiale de pétrole. La domination ukrainienne dans ce pays ruinerait, de l'avis de l'auteur, l'industrie de pétrole.

Représailles économiques de l'Autriche envers la Pologne.

Le gouvernement autrichien a présenté à l'assemblée nationale un projet de loi relatif aux représailles à prendre envers les nationalités qui se sont partagé la monarchie austro-hongroise. Ces représailles doivent consister en une série de restrictions économiques et politiques. Il s'agit notamment de la Pologne et des pays tcheco-slovaques qui ont rompu les conventions douanières et les traités commerciaux conclus par l'ancienne monarchie. Il a été remarqué spécialement au sujet de la Pologne, que le Gouvernement polonais a aboli les douanes entre la Galicie et l'ancienne Pologne russe en excluant par cela-même la Galicie de l'union douanière de l'ancienne monarchie